

La maison des archives est pourtant une véritable "caverne d'Ali Baba" où est conservé ce qui reste de l'histoire du Nicaragua. Sa directrice actuelle, Margarita Vanini, estime important de préserver ce fonds documentaire et de l'augmenter, avec ou sans budget.

Au Nicaragua, on ne s'est jamais beaucoup préoccupé de la conservation de documents. Invasions, guerres civiles, éruptions volcaniques, tremblements de terre et ouragans en ont tellement détruit que l'on considérait éphémères les papiers qui en réchappaient, et l'on ne les prenait pas trop au sérieux.

C'est en 1896, sous le gouvernement de José Santos Zelaya, qu'ont été créées les archives nationales, chargées de conserver et faire connaître les vestiges de l'histoire du pays. Un travail intense et sérieux a été mené mais le tremblement de terre qui a détruit Managua en 1931 a mis fin au projet. A peine le pays se remettait de cette catastrophe que commençait la dynastie des Somoza, pour lesquels la conservation de l'histoire du pays n'était pas un souci prioritaire, encore moins celle de l'histoire de leurs crimes contre la population. Pourtant le premier Somoza a eu l'idée de récupérer les documents liés à l'histoire coloniale du Nicaragua. A cette tâche un chercheur, Andrés Vega Bolanos, est parti à Seville consulter les archives desquelles il a tiré 17 volumes de documents correspondant à la période 1503-1551. Puis le travail s'est interrompu.

De nouvelles tentatives ont été faites dans les années 60, mais les archives n'ont jamais pu obtenir de local. Les documents qui avaient survécu à toutes les catastrophes ont alors voyagé d'un lieu à l'autre, se sont perdus ou détériorés. Pendant ce temps, les trafiquants d'histoire ont fait leur travail et il est actuellement plus facile d'étudier le 19^{ème} siècle nicaraguayen à l'université de Berkeley, en Californie, que dans notre pays.

Au moment du triomphe de la révolution, ces archives, moisissant dans l'oubli, se trouvaient remises dans une maison particulière près du lac de Managua. Les documents ont été rapidement transportés dans les caves de l'actuelle palais du gouvernement où les conditions, sans être bonnes, étaient tout de même meilleures. Dans l'urgence, les documents ont été installés dans une maison fraîche et lumineuse, pleine d'espaces à ciel ouvert et de jardins, en un mot le lieu le moins conseillé pour la conservation. Mais c'est tout ce dont on disposait.

Cela fait donc trois ans que les archives ont leur propre local, toujours provisoire, ce qui permet de penser qu'un prochain déménagement viendra détériorer un peu plus les documents. Cela n'empêche pas les archivistes de s'évertuer à classer, protéger et donner une nouvelle chance à ce qui reste, ainsi qu'à convaincre la population que les vieux papiers sont aussi sacrés que l'histoire qu'ils contiennent.

Amérique Latine

CELEBRER UN GENOCIDE? LA REPONSE LATINO-AMERICAINE

par Franz Galich

Managua, octobre (ANN). A deux ans de la commémoration du 500^{ème} anniversaire de la découverte de l'Amérique, les passions renaissent, non pas du fait d'une subite prise de conscience mais parce qu'aujourd'hui s'ouvrent de nouvelles perspectives en réponse aux problèmes qui, justement, commencèrent il y a 500 ans. Des protagonistes de l'histoire américaine se préparent à livrer d'autres batailles, de caractère différent et sur d'autres terrains mais avec l'espoir d'une véritable libération.

Du 7 au 12 octobre prochains se tenait à Bogota la rencontre latino-américaine des organisations paysannes et indigènes pour le lancement de la campagne "Auto-découverte de notre Amérique".

Depuis la Colombie, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie et le Brésil, ces groupes ont pris l'initiative de préparer une alternative aux commémorations espagnoles baptisées "rencontre de deux mondes", qui se tiendront en 1992 pour fêter ces "500 ans d'invasion, de génocide et d'évangélisation".

Le nom choisi pour cette opération est significatif d'une volonté des "soumis" de participer pour la première fois de manière active au débat, après 500 ans de luttes contre toutes les formes de domination. Selon le document "de grandes commémorations se préparent pour le 500^{ème} anniversaire de la conquête espagnole. Elle a signifié pour nous le début de l'exploitation, l'oppression, l'éthnocide, la discrimination, la mise à sac de nos cultures et de nos ressources qui continuent à frapper notre Continent. Nous avons décidé de lancer une campagne à l'échelle de l'Amérique latine à partir des organisations paysannes et indigènes afin de transformer cette célébration en une initiative d'auto-découverte de notre Amérique et en un renforcement de l'unité des opprimés".

Un autre document émanant du groupe déclare: "En ce fatidique 12 octobre, il ne s'agissait pas d'une "rencontre" mais d'une invasion militaire, politique et culturelle de notre Continent par l'Europe et plus particulièrement par l'Etat espagnol. Nous avons été soumis à un génocide brutal et au saccage des formes politiques, économiques, culturelles et spirituelles développées par nos ancêtres. Ainsi, ce qui aurait pu être un échange fructueux entre cultures a débouché sur une soumission à la culture des

conquérants par la force des armes et par l'évangélisation, sur une soumission à un système social injuste et inégalitaire, pourri par le racisme".

Cette opération ne prétend pas simplement être une manifestation critique contre les activités que le Gouvernement espagnol et certains gouvernements latino-américains s'approprient à mener, avec le soutien de l'entreprise privée, des médias, de la hiérarchie catholique, des technocrates, des intellectuels conservateurs, etc. Comme son nom l'indique clairement, elle veut que pour la première fois dans l'histoire du Continent, l'Indien soit sujet et non plus objet comme certains "sociologues marxistes" l'ont considéré, à l'exception de quelques penseurs tels que *Mariategui*.

Angel Tolossa, dirigeant d'une organisation paysanne colombienne s'exprime ainsi: "Nous nous opposons au projet espagnol parce qu'il n'y a rien à célébrer et nous ne pensons pas nous arrêter là. L'idée des organisations paysannes et indigènes est de lancer une campagne alternative. Toute la question est pour nous de proposer des projets qui répondent réellement à notre histoire, à notre géopolitique, à nos véritables intérêts, parce que derrière ce que prétend faire l'Espagne, il y a tout un programme technologique, économique, culturel, éducatif que ce pays veut vendre à l'Amérique latine. C'est le rôle qui lui a été confié par la Communauté économique européenne à cette occasion et qui devrait être assumé par les différentes commissions déjà en place dans tous les pays de la région".

La perte d'identité est un des problèmes graves qui affectent l'Amérique latine, arrivée à un stade d'amnésie collective, envahie par la culture étrangère.

"Lorsqu'on se réfère à la culture occidentale, on prend comme point de départ historique l'apparition de l'écriture et lorsqu'il s'agit de l'Amérique, l'histoire commence avec l'arrivée des Espagnols, bien qu'il y ait eu ici des formes d'écriture et une culture riche".

Le projet est structuré autour de cinq axes, comme l'explique Angel Tolossa: "Il vise tout d'abord à provoquer une réelle réflexion des différents secteurs et à intégrer les organisations sociales à ses activités. Il veut donner l'occasion de mener une analyse sur l'église, l'évangélisation, ce qui a été fait jusque-là et ce qui en a résulté afin d'amener certains secteurs chrétiens à réfléchir et à reconnaître le dommage causé aux différentes cultures. Le problème des ressources naturelles sera également abordé sous l'angle de leur exploitation et du bénéfice qui en est tiré par d'autres que nous. Nous devons aussi faire un retour sur notre identité, notre culture et ceci au niveau de chaque pays. Enfin, la proposition est d'établir des liens et des relations entre les différents pays et organisations afin de se mettre d'accord sur une position commune pour 1992. Il s'agit donc, en conclusion, de réfléchir et d'analyser, car sans une conscience

claire de ce qu'a vécu le Continent, il serait très difficile d'adopter une position de contestation et de proposition dans une démarche qui unisse non seulement les indigènes mais l'ensemble du peuple latino-américain".

El Salvador

ROBERT D'AUBUISSON, L'HOMME FORT DU GOUVERNEMENT ARENA

par Leo Gabriel, repris de "El Nuevo Diario"

San Salvador, septembre. Au Salvador, le nom de Roberto d'Aubuisson a été intimement lié à l'histoire de ces dix dernières années. Issu des services secrets de la dictature militaire du général Humberto Romero, d'Aubuisson a bien failli être évincé du pouvoir, lors du coup d'Etat du 15 octobre, par le Gouvernement centriste du groupe des "jeunes officiers" des colonels Adolfo Majano et Abdul Gutierrez. Il s'est sauvé non seulement avec ses armes mais avec toutes les archives militaires. Il représente les intérêts de tous ceux qui refusent d'abandonner leurs privilèges.

D'Aubuisson a mené une lutte politico-militaire à l'ombre de la soi-disant "Junta du Gouvernement révolutionnaire". De nombreux hommes politiques, des socialistes, des démocrates-chrétiens, des démocrates des Etats-Unis établissent un lien direct entre ce jeune major obsédé par le pouvoir et la création des "bataillons de la mort" qui ne sont rien d'autre que des officiers et des soldats de la police politique des quatre corps de la force armée salvadorienne: La police des douanes, la garde nationale, la police nationale et l'armée.

LE MEURTRIER DE L'EVEQUE ROMERO

D'une façon ou d'une autre, d'Aubuisson est non seulement impliqué dans l'assassinat de Monseigneur Oscar Arnulfo Romero, comme l'a affirmé l'ex-président Jose Napoleon Duarte, mais aussi dans l'assassinat de quatre religieuses des Etats-Unis, comme l'a déclaré l'ex-ambassadeur des Etats-Unis Robert White. C'est d'ailleurs pour cela que les Etats-Unis refusent de lui accorder un visa.

La réussite lui est tellement montée à la tête qu'en juin 1989 il a tenté de prendre le pouvoir par un coup d'Etat.

Sa tentative a échoué mais son pouvoir a grandi dans les coulisses du Gouvernement. La vieille oligarchie des "14 familles" a mis stratégiquement sur cet éternel jeune officier, tête de proue du tout nouveau parti ARENA qui regroupe tous les pouvoirs d'Etat.

QUEL RAPPORT AVEC LA CIA?

Nous avons rencontré d'Aubuisson dans sa propriété à la sortie de San Salvador. "Constitutionnellement, je les ai battu", a-t-il déclaré sur un ton triomphaliste, faisant allusion aux démocrates-chrétiens qui, selon lui, ont reçu tout l'appui de la CIA.

D'Aubuisson a dû se contenter du poste de président de l'Assemblée nationale. Cette assemblée a élaboré la constitution la plus rétrograde d'Amérique centrale.

L'INTERVIEW

Leo Gabriel: Les discussions de Mexico sont-elles le début d'une solution politique entre le Gouvernement du parti ARENA et le FMLN?

D'Aubuisson: Quel plaisir que vous vous intéressiez au Farabundo Martí. Cela nous confirme que ces groupes armés n'ont plus l'appui des pays socialistes. C'est dans cet esprit que le président Cristiani a offert, au cours de sa campagne, une proposition nationale de paix et de liberté au Farabundo Martí. Aujourd'hui cette commission de notables du président Cristiani va établir la coordination avec le président Arias. Nous avons toujours maintenu le dialogue avec les autres forces politiques ou syndicales.

L.G.: Dans quelle mesure pensez-vous que le dialogue est nécessaire pour amortir la crise économique que traverse le pays?

D'Aubuisson: Cette crise budgétaire, nous la devons à Monsieur Carter. 30 % du budget est destiné à la défense et très peu à la santé ou à l'éducation. Il n'a pas suffi à Carter de livrer l'Iran et le Nicaragua, il a voulu offrir aussi le Salvador. Ce qu'il voulait, c'est que les Etats-Unis gardent le pouvoir économique en Amérique centrale, même s'il fallait pour cela des gouvernements communistes. Il a transformé l'Amérique latine en un pays pauvre.

Dans le budget du Salvador en 1979, 80 % était destiné à l'investissement et 20 % aux salaires, aujourd'hui 90 % est destiné aux salaires et 10 % aux investissements. Merci Monsieur Carter, il a parrainé la chute de Somoza et le coup d'Etat ici au Salvador, la même année. Alors nous n'avons pas pu produire avec toutes les mesures et les réformes qui se sont succédées.

L.G.: Mais vous avez reçu l'aide économique et militaire des Etats-Unis pendant toutes ces années?

D'Aubuisson: Oui, mais sous condition. Lors du coup d'Etat de 1979, le Farabundo Martí n'existait pas. Il n'y avait que trois ou quatre groupes terroristes qui séquestraient, assassinaient, mais ce cher Carter a porté Ma-

nuel Ungo au pouvoir. Ungo a été président pendant trois mois, avec tout le fric et l'appareil d'Etat, il a fait le Farabundo Martí, il a fait le FDR. Trois mois après il se retirait pour présider l'atmoque qui allait donner le pouvoir à la violence. Quand Ungo remet le pouvoir, les Etats-Unis mettent Duarte à la présidence, une bonne stratégie, très bonne. La démocratie-chrétienne était l'alliée des communistes, et en mettant Duarte au pouvoir, les Etats-Unis ont divisé les forces socialo-communistes. Les démocrates-chrétiens étaient tellement heureux d'être au pouvoir qu'ils ont laissé tomber leur alliés communistes. En janvier 1981 le Farabundo a lancé l'offensive finale contre le gouvernement Duarte.

L.G.: Et les escadrons de la mort organisés par la droite?

D'Aubuisson: Nous ne mangeons pas de ce pain là. Nous, nous ne savions pas de qui il s'agissait. Ungo et Duarte ont été très d'accords pendant un an, puis Ungo attaque Duarte et Duarte s'attaque à nous politiquement. Mais, c'est vrai, pour les escadrons, nous ne savions pas. Dans leur propagande, ils ont dit que nous étions les escadrons de la mort. Alors nous avons créé le parti ARENA et en 82, j'ai gagné la première élection démocratique. C'est ce qui a le plus surpris les Etats-Unis, ils étaient sûrs que la démocratie chrétienne allait gagner et la droite l'a emporté.

L.G.: Avec vous à la tête de l'ARENA?

D'Aubuisson: On m'a chargé d'être le numéro 1, les Etats-Unis m'ont attaqué en voyant que nous avions gagné, en voyant que le peuple salvadorien ne les écoutait pas quand ils affirmaient que nous étions les escadrons de la mort. Alors ils ont pris d'Aubuisson pour cible: D'Aubuisson avait tué l'archevêque Romero. Ils ont organisé cette propagande quand j'étais président de l'Assemblée nationale, car les élections de 84 étaient proches.

Ils ont pensé que si d'Aubuisson gagnait les élections, tous leurs plans contre nous tombaient à l'eau. J'ai gagné contre Duarte. La CIA a mis ses sales pattes, mais grâce à Dieu les résultats ont été très bons. Le président Cristiani l'a emporté totalement.

L.G.: Excusez-moi si je reviens au dialogue. A l'étranger, il existe un exemple de dialogue entre les Sandinistes et la Contra. Peut-on imaginer qu'il existe le même dialogue entre le Gouvernement du parti ARENA et le FMLN.

D'Aubuisson: Je ne peux vous donner qu'un sentiment très douloureux: La Contra lutte pour la démocratie et la liberté au Nicaragua, le Farabundo est terroriste et veut imposer le totalitarisme pour en finir avec la démocratie.

Il est inconcevable de comparer la Contra et le Farabundo. En tant que parti nous avons proposé que les contras aient une chance qu'ils déposent les armes, mais qu'ils ne

les rendent pas, qu'ils les déposent devant les casques bleus. Mais Ortega, en bon marxiste, ne les respecte pas, il faut qu'ils puissent certes se retirer une fois de plus mais aussi reprendre les armes et continuer la pression par les armes. En tant que Salvadoriens nous nous sommes engagés pour que le Farabundo dépose les armes, s'il le veut, devant une commission sandiniste et qu'il commence à s'intégrer comme le leur propose Cristiani.

L.G.: Qu'ils déposent les armes où?

D'Aubuisson: Par exemple devant une commission sandiniste et qu'après ils s'intègrent au processus. Une loi est prête.

Les Sandinistes voulaient qu'on collabore au désarmement de la Contra et que seulement après, au cours d'autres réunions, on parle enfin du Farabundo. Quelle conception. Qu'on ne me dise pas de plonger dans la piscine du requin, même si on me jure qu'il ne mordra pas, je ne le croirai pas.

J'aime lire. J'ai été militaire pendant 20 ans et j'ai beaucoup lu à propos de ceux qui ont négocié avec les communistes. Il faut que les choses se fassent simultanément: Le Farabundo s'intègre et nous le respectons, Ortega respecte la Contra et la laisse s'intégrer. Alors oui, je plongerai dans la piscine avec le requin, mais dans une cage pour qu'il ne me morde pas.

Nous avons intérêt à ce que la Contra vive pour qu'elle fasse pression sur la Gouvernement sandiniste. Si cette pression n'existait pas, quelle garantie aurions-nous en Amérique centrale? C'est une armée de 200 000 soldats armés, de 500 000 miliciens populaires, les Sandinistes ont plus de tanks plus d'hélicoptères et d'avions que tous les pays d'Amérique centrale réunis. Qui nous garantit que sans la Contra ils n'attaqueront pas le Salvador et le Honduras?

L.G.: Une dernière question. A l'étranger on dénonce de plus en plus la violation des droits de l'homme au Salvador.

Quelle est votre réaction?

D'Aubuisson: Mais quels droits de l'homme? Les droits individuels, les droits civils, les droits politiques, les droits économiques, les droits à la culture? Dites-moi quel droit nous violons? Ici les droits économiques ont été violés en 1980 quand on nous a expropriés avec la réforme agraire et cela a provoqué la crise économique que nous vivons aujourd'hui.

Maintenant, oui, on va voir ce qu'est une vraie réforme agraire. Le président Cristiani va faire une réelle transformation agraire. Ici les droits politiques ont été violés quand les Etats-Unis ont envoyé la CIA avec 2 ou 3 millions de dollars pour la campagne électorale des démo-

crates chrétiens.

Alors, s'il vous plaît, il faut avoir une conception plus large.

Si un groupe étranger veut imposer un gouvernement socialiste mais que la droite gagne les élections, personne ne proteste.

Ceux qui nous critiquent alors que nous avons gagné les élections ne sont pas des démocrates. Aujourd'hui ils devraient aider le peuple salvadorien qui a mis Cristiani au pouvoir. Si par exemple dans 5 ans nous mettions un noir au pouvoir, il faudrait apporter son appui au noir que le peuple a élu. Je vais vous raconter une anecdote très drôle. D'un journaliste des Etats-Unis à propos des droits de l'homme.

Ce journaliste a vécu 2 ans à la frontière de l'ancien Congo belge, le Zaïre. Il était très choqué. Enfin, voilà ce qu'il raconte: Un jeune appartenant à une tribu allait épouser une fille d'une autre tribu. Pour montrer que les deux tribus étaient très fortement unies, ils ont désigné un autre jeune, en ont fait une grillade qu'ils ont tous mangée. Pour eux c'est la plus grande preuve d'union entre tribus.

Si on envoyait amnesty international, ils seraient capables de lancer une bombe atomique sur ces tribus pour avoir violé les droits de l'homme. Comme l'expliquait le journaliste, il faut juger les droits de l'homme en fonction des cultures de chaque peuple.

Revenons à notre discussion. Nous les Salvadoriens, nous ne voulons pas du marxisme, nous ne voulons pas du communisme.

Nous ne sommes pas un peuple très avancé, nous n'avons pas votre niveau culturel pour comprendre le socialisme. Peut-être que dans 100 ans nous aurons votre niveau et votre éducation.

Flash élections

Matagalpa

Dans le département de Matagalpa, des réservistes qui allaient s'inscrire sur les listes électorales sont tombés le 21 octobre dans une attaque de la Contra. Le bilan est grave: 15 morts et 9 blessés.

Inscriptions

Selon les déclarations d'une de ses dirigeantes, l'UNO

est en train d'installer un centre informatique parallèle pour le comptage des résultats électoraux de février prochain, en toute illégalité. L'idée est de proclamer la victoire de l'UNO au soir du 25.

RESULTATS PARTIELS DES INSCRIPTIONS:

Au moins 1 691 974 Nicaraguayens se sont inscrits sur les listes électorales, soit 88 % des citoyens en âge de voter. Ces chiffres, jugés très bons par le Conseil électoral suprême (CSE), ne sont pas complets: Il manque encore les résultats de 445 bureaux d'inscription.

Le CSE a précisé que le premier dimanche, 21 bureaux n'ont pu ouvrir leurs portes à cause de la Contra, 25 le deuxième et 14 le troisième dimanche.

Liste des candidats à la présidence et la vice-présidence de la République

FSLN: Front sandiniste avec Daniel Ortega et Sergio Ramirez.

MAP-ML: Mouvement d'action populaire marxiste leniniste avec Isidro Tellez et Carlos Cuadra.

MUR: Mouvement d'unité révolutionnaire avec Moises Hassan et Francisco Samper.

PCD: Parti conservateur démocrate avec Eduardo Molina et Milton Robleto.

PLIUN: Parti libéral indépendant d'unité nationale avec Rodolfo Robelo et Lombardo Martinez.

PRT: Parti révolutionnaire des travailleurs avec Bonifacio Miranda et Juan Leyton.

PSC/PPSC: Parti social chrétien/ parti populaire social chrétien avec Erick Ramirez et Rina Taboada.

PSOC: Parti du social conservatisme avec Fernando Agüero et William Estrada.

PUCA: Parti unioniste centraméricain avec Blanca Rojas et Daniel Urcuyo.

UNO: Union nationale d'opposition avec Violeta Barrios Chamorro et Virgilio Godoy.

La voix du Nicaragua

chaque semaine
un bulletin

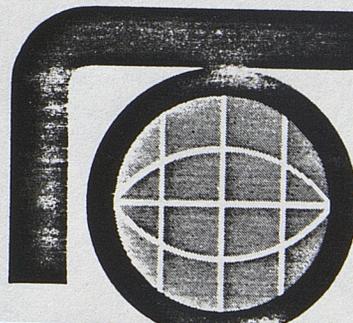
de nouvelles
d'analyses
de documents

sur l'Amérique centrale

une information

directe
indépendante
authentique

L'ANN brise le monopole
de l'information



Pour recevoir un exemplaire
gratuit:

ANN-Europe
Agence Nueva Nicaragua
Case postale 236
CH-8042 Zurich

Impressum L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 236, CH-8042 Zurich. Telex (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

ANN Intern

Tous ceux qui sont convaincus que le Nicaragua a besoin et le droit d'avoir sa propre voix, contribuent au fonds de solidarité de l'ANN! Il y en a déjà parmi les gens de la solidarité qui versent chaque mois une somme pour garantir la survie de l'ANN. Nous serons heureux de vous inscrire dans les listes du fonds de solidarité!

SERVICE

ANN offre: **Affiche en couleur 10 ans de solidarité internationale** format 60/84. Prix (incl. frais d'expédition): sFr.10.-/FFrs.40.-

ATTENTION: L'écriture est en allemand!

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Europe, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

La montre-bracelet 10 años Nicaragua libre est enfin à disposition! Prix de solidarité: FF 250/CHF 65.- plus frais d'expédition FF 18/CHF 4.50.- Votre paiement (par chèque postal ou bancaire) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Suisse, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

Livres du Nicaragua L'ANN en collaboration avec l'édition Nahua à Wuppertal en Allemagne et la librería el Cóndor à Zurich dispose des livres nicaraguayens. La librería el Cóndor se charge de l'expédition. Pour vos commandes, adressez-vous à: Librería El Cóndor, Obere Zäule 13, Postfach 365, 8024 Zurich.

SERVICE "ELECTIONS" DE L'ANN

Si vous êtes intéressés à des informations spécialisées sur le thème "Elections" en langue espagnole, allemande **et nouveau: en français**, vous pouvez vous abonner à des paquets de 30 articles spécifiques livrés directement sur votre télex, mailbox ou téléfax.

Prix par paquet:
- télécopie CHF 255.-
- télex CHF 480.-
- mailbox CHF 195.-

Calendrier

Si vous organisez une fête de solidarité, une réunion, un congrès, etc., vous pouvez l'annoncer dans notre bulletin hebdomadaire! Il n'y a pas de mieux pour informer un public intéressé en Europe, soit en France, la Belgique, la Suisse, la RFA et Autriche!

Les conditions: Il faut nous le faire savoir le plus tôt possible. Comme contribution aux frais de ce service, nous vous demandons de vendre notre matériel à l'occasion de votre réunion. Nous vous enverrons alors un ou plusieurs paquets qui contiendront des bulletins, des cartes postales, des affiches et des prospectus pour le prix unique de CHF 65.-/FF 240.-, Valeur CHF 120.-/FF 240.- (pas de commission, des prix de vente fixes.)

Dimensión costeña: Nouvelle tournée en début de l'année prochaine. Dates à convenir. Adresse de contact: Reiner Müller, Hedwigstr.32, D-4300 Essen

ANN EN TOURNEE: Le directeur Roberto García et Sergio Ferrari se trouveront en Europe pour des rencontres avec des partis, des comités etc. Ils voyageront en tout l'Europe et aussi en France: A Nantes le 8 et le 9, à Paris le 10 et le 11 novembre.

BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 177 / 01 nov 89

CAP SUR LES ELECTIONS

Face à une opposition divisée dont la force principale, l'UNO, ne parvient pas à dépasser ses divisions internes, le Front sandiniste aborde les élections avec une plate-forme qui propose des solutions originales. Son principal atout, le soutien populaire.

QUE VEULENT LES FEMMES?

Quatre représentants de courants d'opinion divers ont répondu à nos questions.

INSCRIPTIONS

Un quartier de la capitale à l'heure des inscriptions.

LA CONTRA CONTINUE LA GUERRE: LA CIAV A LA PAROLE

Afin d'arriver à une réelle démobilisation des forces contre-révolutionnaires, le Nicaragua espère que la CIAV jouera son rôle et que la solution pacifique aboutira.

DEMOBILISATION DE LA CONTRA: UN POINT CHAUD ENTRE LE NICARAGUA ET LE HONDURAS.

Compte rendu d'une conférence de presse de Miguel d'Escoto, ministre des relations extérieures.

HONDURAS: DES PERSPECTIVES DE REFORMES?

Dans le nouveau contexte de démobilisation des forces contre-révolutionnaires stationnées dans le pays le plus pauvre de la région, et d'élections du 26 novembre, le nouveau Gouvernement devra vraisemblablement se lancer dans un plan d'ajustement patronné par les Etats-Unis et le FMI.

DES MAISONS POUR LES FEMMES

Les femmes prennent leurs problèmes en charge, elles ouvrent des maisons de quartier qui proposent gratuitement aide juridique, conseils médicaux, formations etc.

REPRESSION ET ECOLOGIE AU GUATEMALA

Pour tuer l'homme révolté, on tue la nature.

FLASH-ELECTIONS

ATTENTION! Malheureusement les nouvelles sur la décision relative à la suspension ou non du cessez-le feu ne sont pas encore arrivées. Nous publierons par contre un article à fond dans le prochain numéro.

40P 11481

Elections

CAP SUR LES ELECTIONS

Managua, 24 octobre (ANN). Avec l'inscription de 88 % des électeurs pour participer aux élections, une nouvelle étape est franchie sur le chemin des élections du 25 février prochain.

A ce jour, seulement deux alliances se sont constituées, l'une qualifiée d'extrême-droite et pro-américaine, l'union nationale de l'opposition (UNO) qui regroupe onze partis; et l'autre qui s'auto-proclame de centre-droite, formée par deux courants sociaux-chrétiens. Les six autres groupements politiques en liste, dont le FSLN, ont opté pour une participation individuelle à la bataille électorale: Le parti conservateur-démocrate (PCD), le parti unioniste centraméricain (PUCA) et trois partis de gauche radicale. Le parti conservateur-démocrate avait obtenu la deuxième place lors des élections de 1984.

Bien que les principaux dirigeants du Front sandiniste, et le président de la république Daniel Ortega lui-même aient affirmé publiquement que la véritable confrontation électorale sera avec les Etats-Unis, la coalition pro-étatsunienne UNO semble n'être que la troisième ?? quatrième force.

Selon l'opinion d'observateurs politiques de différentes tendances, le Front sandiniste représente la première force et rallie une majorité écrasante.

Depuis le début de l'année, les Sandinistes ont seulement appelé à deux manifestations: Le premier mai, 40 000 travailleurs se sont rendus à la place de la révolution de Managua, alors que 8000 manifestants de la droite se rassemblaient dans d'autres points de la ville et que le cortège de l'extrême-gauche ne réunissait que quelques dizaines d'adhérents. L'autre grande manifestation du Front sandiniste a eu lieu le 19 juillet, lors de la célébration du dixième anniversaire de la révolution, à la place Carlos Fonseca, également à Managua, où se sont rassemblées 300 000 personnes.

Depuis août, le Front sandiniste est passé à une étape "offensive" de propagande politique dans tous les coins du pays et auprès des différentes couches sociales, en particulier dans les couches les plus pauvres, dans le but explicite de *gagner les élections avec 70 % des votes*.

A la direction de ce vaste travail politique, se trouvent les neuf commandants de la révolution et en particulier le président Ortega qui a introduit au Nicaragua la "politique de terrain", avec les assemblées populaires célèbres à l'étranger, et appelées ici "face au peuple". Le vice-

président Sergio Ramirez participe à ces rencontres et, au cours des dernières semaines, il a parcouru pratiquement tout le nord et toute la zone pacifique du pays pour s'y réunir avec les petits et moyens paysans ainsi que les habitants des petits villages.

Le parti conservateur-démocrate (PCD), avec comme candidat à la présidence, Eduardo Molina, et le parti social-chrétien (PSC), qui présente Erick Ramirez et derrière lequel s'est aligné également le parti populaire social-chrétien (PPSC), retiré de l'UNO, se disputent la seconde place politique.

L'UNO, qui présente les candidatures de Violeta Barrios Chamorro comme présidente et Virgilio Godoy comme vice-président, a perdu beaucoup de prestige du fait de ses querelles internes, de ses positions anti-populaire et anti-nationale. Ses adhérents eux-mêmes remettent en cause la capacité administrative de leurs candidats.

Selon certaines sources diplomatiques, l'unité fragile qu'a pu préserver jusqu'à maintenant l'UNO ne s'explique pas tant par les pressions des fonctionnaires des Etats-Unis que par les promesses publiques de leur Gouvernement d'accorder, de façon illégale, un énorme financement pour la campagne. D'autres estiment cependant que les rivalités internes des partis de l'UNO dans leur course aux dollars finira par provoquer la rupture de cette coalition. Par ailleurs, l'UNO évite de publier la biographie de sa candidate à la présidence: Elie manque totalement d'expérience politique et il serait absurde de prétendre placer à la présidence de la république une simple "femme au foyer", à moitié analphabète quant à la direction du destin d'une nation comme elle l'a elle-même reconnu en public... Le candidat à la vice-présidence, Virgilio Godoy, s'affronte aux graves accusations de ses co-réligionnaires du parti libéral indépendant (PLI), concernant la malversation de plusieurs milliers de dollars "Naumann", d'Allemagne Fédérale, en soutien à ce parti.

L'extrême-gauche atomisée avec le parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) de tendance trotskiste, le mouvement d'action populaire marxiste-leniniste (MAP-ML) et le mouvement d'unité révolutionnaire (MUR), critique le Front sandiniste à cause de ses "concessions" à la droite. Il y a eu des concessions réelles, dans la mesure où l'on a opté pour une solution politique négociée à la guerre, mais l'extrême-gauche, à partir de ses positions orthodoxes, n'a pas réussi à réduire la base sociale du Front sandiniste.

La droite n'est pas davantage parvenue à gonfler ses rangs de forces importantes en provenance de couches sociales pauvres et affectées par la crise économique aigue qui frappe le pays, du fait d'une combinaison des facteurs économiques et extra-économiques, nationaux et internationaux.

La plate-forme de lutte du Front sandiniste prévoit qu'avec la victoire de Daniel Ortega et Sergio Ramirez aux élections du 25 février, une révolution sociale devra avoir lieu au Nicaragua, au cours du prochain mandat de six ans. C'est sur ce thème que les Sandinistes fondent leur propagande. Ils proposent une solution au problème économique et social qui n'est pas la révolution économique dans le cadre d'un socialisme classique.

Dans un contexte d'aggravation de la crise économique dans l'ensemble de l'Amérique Latine, le FSLN maintient ses consignes de pluralisme, d'économie mixte et de non-alignement.

QUE VEULENT LES FEMMES?

repris de Barricada.

Managua, octobre (ANN). Les femmes nicaraguayennes ont su remplacer les hommes à la production quand la défense de la patrie l'a exigé, elles se sont faites expertes en économie quand il s'est agi de trouver des solutions de survie face à la crise économique. Mais elles n'ont jamais renoncé à leurs désirs de promotion professionnelle, culturelle, économique, ni à leur exigence d'égalité au sein de la famille. Elles parlent, pensent, agissent et en pleine campagne électorale, elles ont leurs propres critères politiques.

Quatre représentantes de courants d'opinion divers ont répondu à nos questions.

1/ AURORA LILA LACAYO, PARTI DEMOCRATE DE CONFIANCE NATIONAL (PDCN-UNO): "LA FEMME A PERDU SES VALEURS MORALES".

Barricada: Que propose votre parti aux femmes nicaraguayennes?

A.L.L.: Tout d'abord de sauver les valeurs morales que la femme a perdues depuis 10 ans. Le nombre de prostituées a énormément augmenté. La femme doit être réellement la protagoniste du changement au Nicaragua et à travail égal, son salaire doit être égal. La femme doit s'affirmer en tant que telle, et s'emparer d'un fusil, monter sur un tracteur ou s'intégrer aux milices, ce n'est pas s'affirmer.

Barricada: Cela signifie-t-il que votre parti est défavorable à l'intégration de la femme à la production ?

A.L.L.: Bon, ce n'est pas vraiment une question de tracteurs, beaucoup de femmes en Europe font ce genre de travail, mais quand la femme prend le fusil, elle abandonne son foyer, quand les enfants partent à la récolte de café comme main-d'oeuvre gratuite du Front sandiniste, ils abandonnent aussi leur foyer. Notre parti défend le

foyer et la première préoccupation de la femme doit être que mère, père et enfants forment une famille unie, en harmonie et en paix, une paix qui lui permette de se consacrer pleinement à son foyer.

Barricada: Votre parti reconnaît-il certains progrès apportés par la révolution à la situation des femmes?

A.L.L.: Nous reconnaissons comme positif d'avoir supprimé la notion d'enfant "illégitime" ou "naturel" pour les enfants nés hors mariage. Cela était discriminatoire. Nous pourrions reconnaître également ce que vous appelez centre de développement infantile (CRECE, NDT), ils ont été très utiles au début, mais ensuite ils ont servi à endoctriner les enfants.

Barricada: Votre candidate, Violeta Chamorro, prétend que le rôle de la femme est au foyer, qu'en pensez-vous ?

A.L.L.: Je n'irai pas jusqu'à dire que la femme n'a pas besoin de travailler, sauf dans le cas où ses ressources le lui permettent ou si son mari gagne bien. Mais dans la situation actuelle, la femme a besoin de contribuer au maintien du foyer. Ce qu'a dit Doña Violeta est une opinion personnelle et je la respecte.

2/ IVONNE SIU, DIRECTRICE DE L'INSTITUT NICARAGUAYEN DE LA FEMME: "LES FEMMES AU FOYER VEULENT AUTRE CHOSE".

Barricada: On croit en général que les femmes au foyer se désintéressent de la politique. Qu'en pensez-vous?

I.S.: On prend souvent pour du manque d'intérêt le fait de ne pas s'exprimer, celles que nous appelons les femmes au foyer, qu'elles soient de la ville ou de la campagne, ont appris durant ces dix années de révolution à s'exprimer et à avoir leurs propres opinions. Elles ont souvent assumé la responsabilité complète du foyer. Elles ont leur place dans la production et dans le secteur informel. La crise économique les a frappées durement et elles ont dû chercher des solutions de survie. Quand elles ne sont pas dans des organisations de femmes, elles s'organisent au niveau communal et il est faux de prétendre qu'elles ne s'intéressent qu'à "la cuisine et aux feuilletons télévisés".

Barricada: Quelles sont les attentes principales des femmes adultes?

I.S.: Une meilleure formation pour accéder à de meilleurs emplois. Les femmes, et spécialement les femmes au foyer, ont une soif incroyable d'apprendre, de progresser. Elles veulent aussi que les mentalités changent, que le foyer soit une responsabilité partagée.

Barricada: Le fait qu'il y ait deux candidates à la présidence peut-il influencer sur le comportement de l'électorat féminin?

I.S.: Le niveau de conscience qu'ont acquis les femmes nicaraguayennes avec la révolution est suffisamment élevé pour que leurs choix politiques se fondent sur de bonnes raisons. Elles savent ce que les candidats ont à offrir, elles connaissent ceux qui mentent et ceux qui disent vrai, ceux qui dans le passé ont fait des promesses et ne les ont jamais tenues.

3/ SOCORRO MEDRANO REYES, PARTI CONSERVATEUR DEMOCRATE DU NICARAGUA (PCDN): "NOUS N'AVIONS AUPARAVANT AUCUNE PERSPECTIVE".

Barricada: Connaissez-vous à la révolution le fait d'avoir offert des possibilités de participation aux femmes?

S.M.R.: On ne peut pas attribuer cela à la révolution. Je pense que le Nicaragua a connu une évolution et que cela a coïncidé dans le temps avec la période de la révolution sandiniste.

Barricada: Quelles étaient les possibilités et les conditions de vie des Nicaraguayennes durant les 40 ans de la dictature somoziste?

S.M.R.: Nous n'avions aucune perspective, nous étions fatiguées dans le rôle de maitresses de maison. C'était inscrit dans notre culture: La seule chance pour une femme était de faire un bon mariage. Tout était conçu en fonction de cela, il était impensable par exemple qu'une femme se mêle de politique. Celle qui l'osait, était vraiment une héroïne, en rupture avec toutes les traditions et les préjugés.

Barricada: Pensez-vous qu'en dix ans de révolution, les Nicaraguayennes ont appris à se forger leurs propres opinions politiques?

S.M.R.: Oui, elles ont évolué, elles ont une réflexion plus dynamique, elles participent davantage à la vie nationale, dans ses aspects socio-économiques et culturels.

Barricada: Pensez-vous que les crèches y soient pour quelque chose?

S.M.R.: C'est évident. Ils ont permis aux femmes, aux mères, de se réserver du temps pour faire ce qu'elles avaient envie de faire, par exemple pour travailler à l'extérieur.

Barricada: Que propose votre parti aux femmes nicaraguayennes?

S.M.R.: Nous leur proposons des possibilités de développer leur propre personnalité. Les Nicaraguayennes continuent à se sous-estimer énormément, malgré tous les pas en avant. Il y a encore beaucoup de femmes maltraitées, soumises moralement et spirituellement aux hommes.

4/ MARIA RAMIREZ, SECRETAIRE DE L'UNION NATIONALE DES ETUDIANTS, FSLN: "POUR LA PREMIERE FOIS, NOUS AVONS NOS PROPRES VALEURS".

Barricada: A ton avis, quels seront les choix électoraux des jeunes Nicaraguayennes de 16 à 25 ans?

M.R.: Nous constituons un électorat différent de celui des autres pays, tout d'abord parce que nous avons le droit de vote à 16 ans et ensuite parce que nous avons dû brûler des étapes à cause de la guerre, des responsabilités qui nous incombent très jeunes dans la famille et au travail. Mais cela nous permet d'avoir une vision beaucoup plus vaste et plus forte de la vie. Les jeunes d'ici sont plus critiques et plus révoltés que les adultes et cela contribue à faire avancer la société. Il est donc logique que notre tendance électorale aille dans le sens d'un approfondissement du changement révolutionnaire et non du conservatisme.

Barricada: La droite accuse la révolution d'avoir désuni la famille et détruit les valeurs morales. Qu'en penses-tu?

M.R.: Nous n'avons pas perdu nos valeurs, tout au contraire, pour la première fois, nous avons les nôtres. Je ne pense pas que rentrer tard à la maison parce qu'on va à l'université où qu'on reste dans un cercle d'études provoque la désunion de la famille. Il est certain que la famille est plus unie quand les jeunes ne sont pas au front ou encore aux récoltes de café pendant trois mois. Mais si nous n'étions pas passés par là, nous ne serions pas réunis aujourd'hui tout simplement parce que la guerre aurait continué et que nous n'aurions eu aucune possibilité de reprendre nos études. S'il y a une chose que la révolution a défendu, c'est bien le droit pour les enfants de grandir dans un milieu sain et harmonieux. C'est pour cela qu'il fallait gagner la guerre.

Barricada: Peut-on dire que les jeunes Nicaraguayennes sont heureuses?

M.R.: Je crois que la révolution nous a permis d'accéder à des choses qui, sinon, nous auraient été interdites. La jeune fille du rio San Juan qui rêvait d'être médecin peut passer son diplôme, celle qui voulait suivre une carrière sportive a la possibilité de le faire; on publie les poèmes de celle qui écrit, celle qui voulait danser peut aller à l'école de danse. C'est tout cela ce que nous rend heureuses. Mais ce bonheur a un prix. Nous voulons pouvoir le partager avec tous nos camarades, nous voulons que plus un seul ne soit tué par la Contra.

Notre plus grand bonheur est de savoir que nous pouvons combattre la misère et le sous-développement dans les meilleures conditions. Au fur et à mesure que nous surmontons les difficultés, que nous abattons les barrières, notre bonheur augmente et il grandira encore si

nous avons assez de courage en tant que jeunes et en tant que femmes, pour lutter pour ce futur.

UN QUARTIER DE LA CAPITALE A L'HEURE DES INSCRIPTIONS

par Isabel Rodriguez

Managua, 27 octobre (ANN). Dans le quartier Jorge Dimitrov, où vivent dix mille personnes dont les trois quarts sont des petits et moyens commerçants, 93 % des citoyens en âge de voter se sont inscrits sur les listes électorales.

C'est un peu plus que la moyenne nationale, dont le chiffre est cependant provisoire puisque le Conseil électoral suprême a prolongé les inscriptions dans les villages où elles n'ont pas pu avoir lieu à cause de la Contra. Si certains hommes politiques qualifient le résultat national de "succès pour le FSLN", les militants de ce quartier considéré comme le plus "chaud" de la capitale peuvent être satisfaits de leur travail.

Selon Mario Malespin, responsable du "comité de campagne" du FSLN dans cette zone, il n'y a pas eu de tendance abstentionniste et la droite a une influence minimale, malgré les problèmes économiques et sociaux qui pèsent sur le quartier. Plus de 75 % des habitants sont des petits et moyens commerçants du marché oriental tandis que la plupart des autres sont des vendeurs ambulants. Tous ont été durement touchés par les mesures adoptées cette année par le Gouvernement pour stabiliser l'économie.

Les habitants ont derrière eux une histoire difficile. Le quartier est né en 1982: Des inondations ayant détruit leurs maisons près du lac, le gouvernement leur a donné un terrain confisqué à son propriétaire qui vivait aux Etats-Unis.

Les premières habitations ont été construites avec du matériel donné par la Bulgarie, d'où le nom du quartier qui est celui d'un combattant anti-fasciste bulgare. D'autres l'ont été avec du matériel de récupération, et si aujourd'hui, l'éclairage public existe, par contre il n'y a pas de tout d'égout et les rues ne sont pas pavées.

La communauté a payé son tribut à la guerre: Jeunes tués au combats ou restés infirmes, avec les séquelles psychologiques habituelles.

Pourtant la droite a du mal à se créer une base. Elle a dû rassembler des jeunes déserteurs du service militaire et les payer pour faire sa propagande. Par ailleurs, elle n'a pas trouvé assez de monde pour la représenter au sein des groupes de scrutateurs chargés, à cette étape du processus, d'inscrire les électeurs. Il lui a donc fallu à nou-

veau payer des gens du quartier, qui, selon beaucoup d'entre eux, n'ont même pas l'intention de lui donner leur voix. Elle a même essayé d'acheter, pour cent dollars, un scrutateur du FSLN. Cette pratique n'est pas sans rappeler le temps de la dictature, durant laquelle les Somozistes achetaient des votes contre des "nacatamales" (maïs et viande enveloppés dans une feuille de bananier) et du rhum. C'était une époque où le secret des urnes n'était pas respecté: Ceux qui votaient bien recevaient une image de la vierge, très utile par la suite, par exemple pour se procurer un emploi.

Les militants sandinistes sont assez contents aujourd'hui. Grâce à leur "travail patriotique", le pourcentage des inscrits, 93 % est très satisfaisant. En même temps, ils ont redoublé d'efforts dans le travail communautaire, donnant priorité à trois questions: La santé, l'analphabétisme et la délinquance. Pour résoudre ce dernier problème, ils essaient de faire en sorte que le dialogue soit renoué entre les adultes et les bandes de jeunes, tout en offrant à ces derniers de prendre des responsabilités réelles dans la communauté. C'est ainsi que certains se sont intégrés au groupe des policiers volontaires, qui travaillent en liaison avec le commissariat le plus proche.

Maintenant que le premier défi a été relevé, les militants du FSLN se sont fixés une nouvelle tâche: Faire le plein des voix, et même plus: Faire mieux qu'en 84.

Contra

LA CONTRA CONTINUE LA GUERRE: LA CIAV A LA PAROLE

par Martina Hernandez

Managua, 24 octobre (ANN). Les autorités du Nicaragua ont dénoncé les menées des forces contre-révolutionnaires qui ont intensifié leurs attaques terroristes contre la population civile, alors qu'ils devraient se démobiliser avant le 5 décembre prochain. Mais ce n'est que le 11 et 12 octobre dernier que la CIAV s'est rendue au Honduras pour dialoguer avec les contras, dans leurs camps de Yamales, dans la zone frontalière avec le Nicaragua. Lors de cette visite, la CIAV a informé directement les contras de la possibilité d'évacuer vers des pays tiers ceux d'entre eux qui décideraient librement de s'y rendre au cas où ils ne voudraient pas retourner dans leur pays d'origine.

Les contras ont alors présenté un document avec des exigences nouvelles qui n'ont aucun rapport avec les accords souscrits par les Présidents centraméricains. A ce sujet, les représentant de la CIAV, Hugo de Zela, a déclaré: "Il s'agit là d'une tâche difficile, avec des étapes

successives. Il sera difficile de parvenir à des points de convergence", essayant d'éluder les questions des journalistes sur l'illégalité du document contre-révolutionnaire.

Cependant, les autorités militaires aussi bien honduriennes que nicaraguayennes, ont fait connaître leur disposition à démobiliser les contre-révolutionnaires si les Présidents centraméricains en décidaient ainsi.

Pour le moment, le président nicaraguayen, Daniel Ortega, a déclaré que le haut commandement de l'armée s'est réuni depuis dimanche, afin d'élaborer une réponse appropriée aux attaques terroristes constantes que les mercenaires ont déployées sur le territoire du Nicaragua. Depuis le mois de mars 1988, l'armée du Nicaragua avait déclaré un cessez-le-feu pour toutes les opérations offensives dans la guerre qu'il mène contre les mercenaires, ce qui devait être un moyen efficace pour contribuer à la création d'un climat propice à la solution politique négociée du conflit.

Pendant ce temps, il y a de plus en plus de voix qui réclament, au Honduras et au Nicaragua, la démobilisation immédiate des contre-révolutionnaires et leur réintégration à une vie économique et sociale normale. Aujourd'hui, c'est la CIAV qui a la parole.

DEMOBILISATION DE LA CONTRA: UN POINT CHAUD ENTRE LE NICARAGUA ET LE HONDURAS

Managua, 25 octobre (ANN). Au cours d'une conférence de presse, le ministre des affaires étrangères, Miguel d'Escoto, a fait aujourd'hui le point sur quelques aspects de la politique extérieure du Nicaragua.

Le ministre a déclaré que le Nicaragua était décidé à maintenir sa plainte contre le Honduras devant la Cour internationale de justice de la Haye, si le 5 décembre prochain la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV) ne certifie pas la démobilisation de la Contra. Le Gouvernement nicaraguayen tient prêts les deux documents, pour le maintien de la plainte et pour son retrait. Ce seront les constatations de la CIAV qui dicteront la décision d'utiliser l'un ou l'autre.

Mais selon M. d'Escoto, il y a peu de chance que la Contra se démobilise alors qu'elle est traitée en "invitée d'honneur" par le Honduras. Cette attitude a été qualifiée de cynique par le ministre, elle va contre le droit international qui établit clairement qu'aucun Etat ne doit permettre que son territoire soit utilisé comme base pour agresser un pays tiers. M. d'Escoto a rapporté que la discussion pour rédiger le rapport final des accords de Tela a tourné autour d'une virgule alors que la question du droit international était négligé, ainsi que le contenu des accords d'Esquipulas, qui stipulent qu'aucun territoire ne peut être utilisé par des forces irrégulières.

Le Honduras prétend que la démobilisation devrait être du ressort des forces de l'ONU car le désarmement de la Contra mettrait en danger les soldats honduriens qui en seraient chargés. M. d'Escoto a qualifié cet argument d'absurd: "Si on ne peut mettre en danger la vie de Honduriens pour démobiliser la Contra, pourquoi le pourrait-on avec des soldats de pays lointains qui n'ont rien à voir avec ce conflit? Ce problème est celui du Honduras qui a prêté son territoire pour agresser le Nicaragua, pensant qu'il n'y en avait pas pour plus de trois mois".

Selon une révélation faite par Oliver North au cours de son jugement dans l'affaire Iran-Contra, c'est George Bush, alors vice-président des Etats-Unis qui avait voyagé au Honduras afin de soudoyer le président de l'époque, Roberto Suazo Cordova.

Répondant à l'argument de la Contra, qui prétend ne pas vouloir se démobiliser faute de conditions propices pour rentrer au Nicaragua, Miguel d'Escoto a rappelé que depuis l'année 1983 5638 personnes ont eu recours à l'amnistie, 4777 prisonniers ont bénéficié d'une mise en liberté et plus de 35 000 personnes ont été rappatriées, selon les chiffres du Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU. Et "aujourd'hui, ils vivent tranquillement au Nicaragua", a conclu le ministre.

Abordant un autre thème des relations extérieures nicaraguayennes, M. d'Escoto a déclaré que le Nicaragua était prêt à recevoir une plainte formelle du Gouvernement salvadorien concernant une soi-disant livraison d'armes à la guérilla salvadorienne. Cette accusation, déposée devant l'organisation des Nations unies pour l'Amérique centrale (ONUCA), dûment et solidement étayée de preuves viendrait remplacer les rumeurs infondées répandues jusque-là. Les accusations font état d'un camion chargé d'armes aperçu à la frontière du Nicaragua et de Honduras, à el Espino. "Je ne serai pas surpris que ce camion n'ait jamais existé", a signalé M. d'Escoto, les sources journalistiques n'ayant mentionné aucun détail sur le véhicule ni sur son chauffeur. Le ministre nicaraguayen a rappelé une rumeur semblable qui avait circulé il y a quelques années, au sujet d'une embarcation qui aurait livré des armes envoyées à la guérilla par le Nicaragua. La preuve de la fausseté de cette rumeur avait été faite, provoquant la démission de l'ambassadeur des Etats-Unis au Salvador.

M. d'Escoto a signalé au cours de la même conférence de presse que le Nicaragua sera le premier pays latino-américain à ratifier de la convention de Vienne sur l'éradication de la production, fabrication, commerce et consommation des drogues. Tous les pays du continent ont souscrit ce document mais jusque-là, aucun ne l'avait ratifié. "Le Nicaragua n'attendra pas les autres pays et il les incitera à en faire autant", a déclaré le ministre nicaraguayen en ajoutant qu'il souhaitait que les Etats-Unis

soient invités aux réunions qui se tiendront à ce sujet. "La moitié de la drogue produite est consommée aux Etats-Unis par 70 millions de personnes, 30 % en Europe et les 20 % restants au Japon et dans d'autres pays".

Société

DES MAISONS POUR LES FEMMES

par Scarlett Cuadra, repris de *Barricada*.

Managua, 23 octobre (ANN). Offrir des services de conseils juridiques, de santé et de formation, à des heures adaptées aux contraintes des femmes au foyer et des travailleuses, telle est la fonction des maisons de femmes. Au départ, il y a eu la révélation d'un groupe de Managua, appuyé par l'association des femmes nicaraguayennes "Luisa Amanda Espinoza" (AMNLAE) et l'organisation des femmes internationalistes résidant au Nicaragua (MIREN).

Quand les Italiennes de MIREN sont arrivées dans le quartier "Jose Benito Escobar", une vingtaine de Nicaraguayennes, femmes du foyer, s'étaient déjà regroupées pour apprendre les diverses utilisations du soja, et répondre aux problèmes d'approvisionnement et de cherté des aliments traditionnels. Les trois Italiennes ont apporté leurs connaissances en matière de santé, de pédiatrie, de planification familiale, ainsi que leur expérience de prise en charge autonome de leurs problèmes par des groupes de femmes.

La nouvelle n'a pas mis longtemps à se répandre: Des femmes d'AMNLAE et quelques coopérantes organisent des ateliers d'éducation sexuelle, de suivi médical des grossesses et d'aide aux femmes maltraitées. Le local est rapidement devenu trop petit. Des habitantes des quartiers voisins ont voulu participer aux ateliers et une quarantaine de femmes se sont réunies régulièrement pour organiser ces activités.

Une des Italiennes, sage-femme de profession, a raconté son expérience en insistant sur le bénéfice personnel qu'elle en retirait: "Il ne s'agit pas seulement de m'identifier à la lutte de ce peuple et de ses femmes, mais de sentir que j'ai la possibilité de participer, de connaître plus à fond les problèmes, d'éprouver ce que l'imagination, la créativité et la recherche collective de solutions m'apportent en tant que femme. Je ne sais pas s'il sera possible de construire une société nouvelle, mais les efforts pour y parvenir représentent déjà une satisfaction".

Afin de consolider leur groupe et de renforcer leur solidarité avec les Nicaraguayennes, les internationalistes de

"MIREN" ont réalisé certaines activités culturelles dans le but de collecter des fonds. En tant que membres des comités de solidarité de leurs pays, elles ont écrit des articles sur les conditions de vie des Nicaraguayennes et les objectifs du groupe récemment constitué.

Mais leur recherche de subventions s'est avérée moins fructueuse qu'elles ne l'avaient espéré. L'aide est venue essentiellement des Etats-Unis. "Dans nos pays", explique une d'elles, "les gens se mobilisent plus facilement sur des projets de santé et d'éducation, effectivement nécessaires ici, mais il est difficile de leur faire comprendre l'importance d'un projet de formation d'un collectif de femmes".

L'expérience des Italiennes avec la "maison des femmes 8 mars" a fait tâche d'huile: Un groupe d'Autrichiennes s'est jumelé avec la maison des femmes du quartier "Enrique Gutierrez", un groupe d'Allemandes avec celle du quartier "Hilario Sanchez" et un groupe de Françaises avec celle de Ciudad Sandino. Une des Autrichiennes travaille cinq heures par jour dans la maison. Elle a réuni des fonds grâce à ses contacts à l'extérieur, afin d'équiper et d'améliorer le local offert par la ville aux femmes du quartier. Pour le moment, ce centre propose un service gratuit de conseils juridiques et sociaux. Une des usagères exprime ainsi sa satisfaction: "Les services rendus ici sont importants, surtout pour ceux qui n'ont pas d'argent. Mon mari m'a abandonnée et ici, on m'aide afin de l'obliger à respecter la loi et à verser la pension pour notre fille".

Les Nicaraguayennes ne cachent pas leur affection et leur respect pour leurs compagnes étrangères. Pour elles, solidarité signifie avant tout échange spontané des connaissances et des expériences et non pas assistance. Selon Marina Torres, dirigeante d'AMNLAE et responsable de "la maison des femmes 8 mars": "Il n'y a aucun rapport de force dans leurs relations avec nous, elles respectent nos mentalités et n'essaient jamais de nous imposer leurs critères".

Honduras

DES PERSPECTIVES DE REFORMES?

par Ricardo Pino Robles

Managua, 23 octobre (ANN). Bien que la plupart des commentateurs politiques affirme que les Honduriens n'ont pas de véritable option dans les prochaines élections, d'autres estiment au contraire que le Honduras se trouve au seuil d'importantes réformes économiques et sociales.

Les premiers commentateurs affirment que les principaux partis politiques qui participent aux élections du 26 novembre se sont soumis, pour une raison ou une autre, à la politique des Etats-Unis dans la région, qui s'est traduite au Honduras non seulement par une pauvreté de plus en plus profonde mais par la militarisation du territoire.

Quatre groupements politiques participent maintenant aux élections: Il s'agit du parti libéral, qui est pour le moment au Gouvernement, du parti nationaliste (conservateur), du parti démocrate-chrétien et du parti d'innovation et d'unité social-démocrate. Quant à la gauche, elle est opprimée et divisée.

Il y a de plus en plus de gens, au Honduras, qui affirment que les vrais concurrents, c'est-à-dire les partis qui ont le plus de chance de triompher aux élections sont le parti libéral et le parti nationaliste.

Le Honduras avec ses 112 000 kilomètres carrés et ses 4,6 millions d'habitants, est considéré comme un des pays les plus pauvres de l'Isthme centraméricain.

Du fait de l'adhésion des gouvernants successifs et de l'armée hondurienne à la politique des Etats-Unis au cours de cette décennie, deux autres armées se sont installées dans ce pays: Les troupes des Etats-Unis, stationnées de façon permanente, et les forces contre-révolutionnaires qui agressent le Nicaragua.

Certaines analyses plus critiques dénoncent le soutien économique des Etats-Unis au Honduras, qui représente un milliard 200 millions de dollars de 1980 à 1987, et qui n'a pratiquement pas eu d'impact sur la production, mais qui a entraîné au contraire une répression plus forte contre les forces de la gauche hondurienne.

Bien que, d'après la CEPAL, le produit interne brut ait enregistré une légère hausse de 3,0 % en 1988, le produit interne brut par habitant a baissé de 14,1 % sur le total de la période 1981 à 1988.

D'autres observateurs se risquent à dire que quel que soit le gagnant des élections, le Honduras pourrait entamer un processus de réformes économiques et sociales, suite aux modifications??? positives de la politique centraméricaine et internationale. Ils soulignent que les Présidents centraméricains ont la ferme volonté de démobiliser les contre-révolutionnaires basés au Honduras, ce qui aurait un effet immédiat sur l'économie, puisque on pourrait relancer la production dans des zones productives très vastes, surtout dans les plantations de café, qui sont aujourd'hui complètement abandonnées.

D'après les chiffres de la BID, presque 60 % de la population du Honduras est paysanne et 53,1 % de la force de travail est employée dans l'agriculture. Le plan de paix signé par les Présidents centraméricains à Esquipulas

comprend également un plan économique d'urgence de 4 milliards 300 millions de dollars afin de relancer et de moderniser l'infrastructure productive obsolète ou abîmée par la guerre.

Un autre élément concerne la reprise du processus d'intégration économique centraméricaine, lié à l'intégration économique de l'Amérique latine, qui est avancé de plus en plus vigoureusement par plusieurs pays et forces politiques du Continent.

On signale enfin qu'il faudrait que la politique des Etats-Unis envers l'Isthme centraméricain change dans le cadre de la détente internationale et qu'il faudrait drainer moins de fonds pour la guerre et plus de fonds pour les réformes économiques dont le pays a besoin.

Contrairement au Nicaragua, qui a dû appliquer un plan d'ajustement très sévère, sans soutien financier international suffisant, il est très probable que le prochain Gouvernement hondurien, qui sera forcé d'appliquer aussi un plan d'ajustement, disposera du soutien des Etats-Unis et de la Banque internationale.

Avant les élections, le parti libéral au pouvoir oppose, évidemment, une résistance aux pressions du FMI et de la banque mondiale, qui veulent imposer l'ajustement, puisque le coût social de ce plan risque de se transformer en un grave revers politique.

Dans l'éventualité de la fin de la guerre en Amérique centrale au moment où sont avancées des solutions politiques négociées aux conflits au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala, s'ouvre au Honduras la possibilité de commencer des réformes qui permettraient aux Honduriens d'avoir plus d'espoir dans l'avenir, au point de vue économique et social.

Guatemala

REPRESSION ET ECOLOGIE

par Lucrecia Robles

Guatemala, 23 octobre (ANN). La répression contre plus d'un million de Guatemaltèques déplacés à l'intérieur du pays et qui ont cherché refuge sur la frontière agricole affecte grandement l'équilibre écologique de la forêt tropicale.

Arturo Piedrasantas, membre de la commission des droits de l'homme du Guatemala, a expliqué à l'ANN que, s'il est vrai qu'aucune étude n'a été menée à propos de l'incidence sur la forêt tropicale du déplacement des populations, on connaît parfaitement les dommages cau-

sés par la répression exercée à l'égard de ces populations. Interrogé à son retour de Genève, où il a fait un rapport devant la sous-commission de l'ONU pour la prévention de la discrimination et la protection des minorités, le militant des droits de l'homme a signalé que, pour réprimer les réfugiés, on arrose de défoliants leurs cultures vivrières. "Le prétexte est que les fumigations de défoliants sont destinées aux plantations de marijuana et de cocaïne. Cependant tout le monde sait que ces terres sont impropres à la culture de cocaïne et que la seule plante illégale que font pousser les réfugiés est la marijuana pour leur consommation personnelle. Sous couvert de lutte contre la drogue, l'armée arrose de défoliants les champs et les forêts alentour, où l'on pense que la guérilla peut se cacher." Le bilan est pour l'instant de plus de 20 morts par intoxication, mais il est difficile d'avoir des données complètes, étant donné que ces zones sont très difficiles d'accès. Les hommes ne sont pas les seules victimes: Le bétail, déjà rare, a disparu, ainsi que de nombreux animaux de la forêt, intoxiqués eux aussi. En outre, les arbres défoliés et secs deviennent une proie facile pour les incendies. C'est ainsi que récemment cinq kilomètres carrés de forêt ont été détruits.

Selon A. Piedrasantas, les régions les plus touchées sont le département du Peten, considéré comme une réserve forestière (c'est là qu'a eu lieu l'incendie), le nord du Quiche, San Marcos et Huehuetenango.

Expliquant son propos, le responsable des droits de l'homme a souligné la responsabilité du gouvernement de Vinicio Cerezo et de l'armée dans la répression des secteurs de la population qui se sont organisés. Il y a peu, des attentats ont été commis contre *le groupe d'aide mutuelle (GAM) et les brigades internationales de paix*; on signale aussi la disparition de onze dirigeants étudiants, dont quatre ont déjà été retrouvés morts.

"Depuis que V.Cerezo est arrivé au pouvoir, les formes de la répression ont changé de façon à donner une autre image du nouveau gouvernement. Désormais, elle est plus sélective et prend la forme de persécutions et d'enlèvements. Le mode d'exécution s'est également modifié: On ne tue plus à la mitrailleuse mais à l'arme blanche, ce qui permet d'accuser les délinquants de droit commun", explique A. Piedrasantas.

A la campagne, la situation se caractérise par une répression massive. "Les fermes modèles se maintiennent et se multiplient, de même que les "poles de développement" et les patrouilles d'auto-défense civile, dans lesquelles sont enrôlés de force plus d'un million de paysans. Ces organisations sont un instrument de lutte anti-insurrectionnelle qui permet de contrôler la population civile". Selon A. Piedrasantas, "le processus qui consiste à couper l'herbe sous le pied à la guérilla a débuté à partir du passage au pouvoir du général Rios Montt. L'objectif est de lui enlever sa base sociale. Mais, depuis fin 88, on oblige les paysans à participer aux massacres et à la ré-

pression".

Evoquant le dialogue entamé en mars dernier à l'initiative de la commission nationale de réconciliation, A. Piedrasantas explique qu'il a "ouvert un espace de discussion et de réflexion rendant possible l'élaboration d'une plate-forme de lutte commune". Parmi les revendications sur lesquelles existe déjà un consensus des secteurs populaires, figurent l'abolition des patrouilles d'auto-défense civile et la demande faite à l'ONU de nommer un rapporteur spécial chargé de faire un bilan annuel des violations des droits de l'homme. Outre les représentants du mouvement populaire, l'église catholique, l'église protestante, la commission des droits de l'homme, les partis politiques ainsi que d'autres organisations participent au dialogue. Le Gouvernement et l'armée sont invités, mais n'assistent pas aux réunions.

Flash élections

ENQUETE

Résultats d'une enquête réalisée dans l'ensemble du pays début octobre par l'institut national d'opinion (INOP) et l'entreprise d'enquêtes et de sondages d'opinion (ECO).

1/ POUR QUEL PARTI VOTEREZ-VOUS EN FEVRIER?

FSLN: 36,5 %

UNO: 18,1 %

PSC: 0,8 %

PCD: 0,4 %

PUCA: 0,3 %

MAP: 0,3 %

PLIUN: 0,2 %

PRT: 0 %

MUR: 0 %

Ne sait pas: 28,1 %

Ne répond pas: 13,7 %

2/ SELON VOUS, QUI A LA PLUS GRANDE EXPERIENCE POLITIQUE?

Daniel Ortega: 42 %

Violeta Chamorro: 15 %

Virgilio Godoy: 2 %

Autres candidats: 2 %

Aucun: 7 %

Ne sait pas ou ne répond pas: 32 %

3/ SELON VOUS, QUI VA GAGNER LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE FEVRIER PROCHAIN?

Daniel Ortega: 41 %

Violeta Chamorro: 21 %

Aucun: 1 %

Ne sait pas ou ne répond pas: 37 %

4/ L'OPPOSITION EST-ELLE CAPABLE DE RESOUDRE LES PROBLEMES DU PAYS?

Non: 22,2 %

Oui: 21,4 %

Ne sait pas: 28,1 %

Ne répond pas: 5 %

5/ SELON VOUS, QUI SERAIT LE MEILLEUR DEFENSEUR DE LA SOUVERAINETE NATIONALE?

Daniel Ortega: 38 %

Violeta Chamorro: 20 %

Autres candidats: 2 %

Aucun: 5 %

Ne sait pas ou ne répond pas: 35 %

6/ COMMENT QUALIFIEREZ-VOUS LA GESTION PRESIDENTIELLE DE DANIEL ORTEGA?

Excellente: 12 %

Bonne: 44 %

Mauvaise: 17 %

Très mauvaise: 9 %

Ne sait pas ou ne répond pas: 18 %

Violeta Chamorro n'a pas les suffrages des commerçantes du marché "Huembes": Celles-ci l'ont en effet empêché ce mercredi, de tenir un meeting sur leur lieu de travail: "Nous refusons sa présence dans le marché, nous ne pouvons pas permettre à cette femme de salir et d'outrager la mémoire de nos fils", ont déclaré les marchandes parmi lesquelles les mères des héros et martyrs sont nombreuses.

"L'UNO rassemble tous les ennemis politiques de mon père, Pedro Joaquin Chamorro. Là se dissimulent les alliés du Gouvernement somoziste, ceux qui auparavant appartenaient à l'opposition officielle et collaborationniste, les anciens gardes nationaux, les pseudo-opposants dont les intérêts politico-personnels ont toujours pris le pas sur les intérêts de la nation et qui se sont opposés de façon constante et sans appel à l'idéal de liberté de mon père, qui n'ont jamais voulu se rallier à l'opposition unie anti-somoziste pour laquelle il a tellement lutté". Ainsi s'est exprimée dans *Barricada* Claudia Chamorro, fille de Violeta et Pedro Joaquin Chamorro, provoquant quelques remous.

SERVICE

Impressum L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: Ffrs 450/Sfrs 135; pour comités de solidarité: Ffrs 700/Sfrs 250; pour institutions: Ffrs 1'000/Sfrs 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 236, CH-8042 Zurich. Telex (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

ANN intern

Tous ceux qui sont convaincus que le Nicaragua a besoin et le droit d'avoir sa propre voix, contribuent au fonds de solidarité de l'ANN! Il y en a déjà parmi les gens de la solidarité qui versent chaque mois une somme pour garantir la survie de l'ANN. Nous serons heureux de vous inscrire dans les listes du fonds de solidarité!

JA/PP
8042 Zurich

abonnement - poste
imprimé à taxe réduite

ANN offre: **Affiche en couleur 10 ans de solidarité internationale** format 60/84. Prix (incl. frais d'expédition): sFr.10.-/Ffrs.40.-

ATTENTION: L'écriture est en allemand!

Votre paiement (versement postal ou cheque) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Europe, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

La montre-bracelet 10 años Nicaragua libre : Il ne restent que 80 montres hommes et 80 femmes. Si vous voulez en commander, faites-le vite! Prix de solidarité: FF 250/frs. 65.- plus frais d'expédition frs.4.50. Votre paiement (par chèque postal ou bancaire) est équivalent à la commande. Adresse: ANN Suisse, case postale 236, CH-8042 Zurich, PC 80-16672-5.

Livres du Nicaragua L'ANN en collaboration avec l'édition Nahua à Wuppertal en Allemagne et la librería el Cóndor à Zurich dispose des livres nicaraguayens. La librería el Cóndor se charge de l'expédition. Pour vos commandes, adressez-vous à: Librería El Cóndor, Obere Zäune 18, Postfach 369, 8024 Zurich.

SERVICE "ELECTIONS" DE L'ANN

Si vous êtes intéressés à des informations spécialisées sur le thème "Elections" en langue espagnole, allemande et **nouveau: en français**, vous pouvez vous abonner à des paquets de 30 articles spécifiques livrés directement sur votre télex, mailbox ou téléfax.

Prix par paquet:

- télécopie sfrs. 255.-
- télex sfrs. 480.-
- mailbox sfrs. 195.-

Calendrier

Si vous organisez une fête de solidarité, une réunion, un congrès, etc., vous pouvez l'annoncer dans notre bulletin hebdomadaire! Il n'y a pas de mieux pour informer un public intéressé en Europe, soit en France, la Belgique, la Suisse, la RFA et Autriche!

Les conditions: Il faut nous le faire savoir le plus tôt possible. Comme contribution aux frais de ce service, nous vous demandons de vendre notre matériel à l'occasion de votre réunion. Nous vous enverrons alors un ou plusieurs paquets qui contiendront des bulletins, des cartes postales, des affiches et des prospectus pour le prix unique de frs 65.-, ffs 240.- (pas de commission, des prix de vente fixes.)

Dimensión costeña: Nouvelle tournée en début de l'année prochaine. Dates à convenir. Adresse de contact: Reiner Müller, Hedwigstr.32, D-4300 Essen.

ANN EN TOURNEE: Le directeur Roberto García et Sergio Ferrari se trouveront en Europe pour des rencontres avec des partis, des comités, etc. Ils voyageront en tout l'Europe et aussi en France: A Nantes le 8 et à Paris le 9 et 10 novembre.